

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

p. 100; en France, de 5.9 p. 100 et au Japon, de 8.5 p. 100. Nous sommes donc un des principaux pays commerciaux mais pour ce qui est de la croissance de nos exportations, notre taux est sensiblement inférieur à celui de tous les pays occidentaux industrialisés.

Nous devons commencer à ouvrir ces nouveaux marchés. Nous devons nous mettre à produire des biens et des services qui soient commercialisables sur le plan international. Comme l'a mentionné le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson), nous devons songer à consacrer davantage d'argent à la recherche et au développement afin de concevoir de nouveaux produits à exporter.

Si je puis me permettre de citer la France en exemple—au grand désagrément de mes collègues à ma droite, j'en suis sûr—le gouvernement de ce pays a consacré beaucoup d'argent ces derniers mois à la recherche et au développement dans des domaines critiques pour lesquels il jugeait avoir un avantage important sur le plan international et du point de vue des sociétés de technologie de pointe. L'un des moyens que les Français ont utilisé est évidemment la nationalisation du système bancaire.

Il se produit un phénomène aujourd'hui, monsieur l'Orateur, suite aux difficultés économiques qui nous assaillent à l'heure actuelle, et à cause de la politique gouvernementale, de la politique fiscale, de la politique monétaire. Ce phénomène que nous ne devons pas oublier, c'est que les riches deviennent très riches et les pauvres, relativement plus pauvres.

Nous constatons que ce qu'on appelle la classe moyenne au Canada s'effrite lentement et est sur le point de disparaître de notre société. Ces politiques ne causent pas de tort à tout le monde, car certains segments de la société canadienne s'en tirent très bien. Mais, bien entendu, la plupart des gens sont dans la misère noire et acculés à la faillite. Les gros grossissent et les petits rapetissent, pour ne pas dire qu'ils disparaissent.

Pensez à n'importe quel commerce, monsieur l'Orateur, tapis, tentures, petits fabricants qui alimentent le marché domiciliaire et ainsi de suite. A mesure qu'elles subissent les pressions sans cesse croissantes de la conjoncture actuelle, les petites entreprises font faillite. Il leur en coûte davantage pour emprunter, leurs services reviennent plus cher et elles font faillite. Qui reste? Les chaînes nationales et les multinationales qui font affaire au Canada. Les entreprises canadiennes perdent graduellement leur identité. C'est pourquoi mes collègues et moi nous exprimons nos inquiétudes quand nous entendons les députés à notre droite dire qu'ils veulent démanteler l'Agence d'examen de l'investissement étranger et laisser les étrangers libres d'intervenir davantage, d'investir encore plus et de prendre plus de décisions touchant les finances de notre pays. C'est ce genre de réponse aveugle à ces problèmes qui m'inquiète tant. Mes collègues s'inquiètent également du fait que le gouvernement ne devrait pas recourir à ce moyen pour relancer l'économie.

Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire un mot de la situation qui existe dans ma propre circonscription. Si je prends ma circonscription comme exemple, ce n'est pas pour des raisons personnelles, mais parce qu'elle est l'une des plus prospères de tout le Canada. Les revenus y sont relativement élevés. Elle éprouve rarement des revers économiques même lorsque d'autres régions du Canada sont aux prises avec les pires difficultés. Or, le taux officiel de chômage dans ma circonscription

de Kamloops-Shuswap approche actuellement les 14 p. 100. En réalité, il approcherait plutôt les 25 p. 100, en raison surtout du grand nombre de chômeurs qui ont perdu tout espoir de se trouver un emploi intéressant. Le taux officiel serait beaucoup plus élevé si seulement on se souciait de recenser tous les chômeurs. Ainsi, il y aurait 600 chômeurs dans les secteurs de la forêt et du bois d'œuvre, il y en aurait 1,200 chez les employés de bureau, 600 dans les emplois de vente, 1,000 dans les emplois de service, 750 au niveau de la transformation, plus de 200 dans le secteur des machines, près de 1,700 dans le secteur de la construction, plus de 600 dans les secteurs des transports et de l'équipement. Cela fait en tout près de 10,000 chômeurs. Et ce, pour une seule région de la Colombie-Britannique. Et 1,200 autres travailleurs vont aller grossir les rangs des chômeurs dans deux ou trois jours par suite des mises à pied massives suite à la fermeture de mines et de scieries.

Nous sommes aux prises avec une crise de confiance, monsieur l'Orateur. Les Canadiens ne font manifestement plus confiance à leur gouvernement, et ils craignent que l'avenir ne s'annonce beaucoup plus difficile que celui qu'ils auraient pu imaginer il y a deux ou trois mois à peine. Dans ma circonscription, monsieur l'Orateur, il ne s'écoule pas de jour sans que des propriétaires ne se présentent en larmes à mon bureau parce qu'ils vont perdre leur maison, ou parce qu'ils l'ont déjà perdue et qu'ils tiennent à faire part à leur député de leurs difficultés. Ils me demandent ce que je puis faire et quand je leur réponds que le gouvernement a mis en œuvre un programme pour aider les gens qui ont des difficultés à garder leur maison, ils s'arrêtent: peuvent-ils s'en prévaloir? Je soupçonne que 99.99 p. 100 des Canadiens ne sont pas admissibles au programme d'aide au logement. Et s'ils y étaient admissibles, ils s'apercevraient que ce programme ne contribuerait qu'à les endetter davantage. Voilà la réponse du gouvernement. La solution du gouvernement, c'est de s'endetter encore davantage.

A vrai dire, nous, du Nouveau parti démocratique, rejettons cette solution. Les éleveurs et les propriétaires de petites entreprises viennent à mon bureau, sur le point de perdre ces propriétés ou ces entreprises pour lesquelles ils ont travaillé d'arrache-pied, eux et les leurs, dans bien des cas depuis deux ou trois générations. C'est presque incroyable quand on songe au peu d'argent qu'il leur faudrait mais qu'ils ne parviennent pas à se procurer pour traverser ces années difficiles.

Et le pire reste à venir, monsieur l'Orateur. Même si les déclarations que le gouvernement s'appête à faire répondent aux vœux les plus optimistes, il faudra attendre encore des mois avant que la relance s'amorce, à supposer que le gouvernement propose un programme extraordinaire, ce que personne n'ose espérer.

Les gens n'osent plus croire dans l'avenir, dans le gouvernement, dans leurs propres talents. Bon nombre des problèmes qui nous assaillent aujourd'hui découlent non pas de leurs erreurs, de leur manque de jugement, mais bien de la politique de taux d'intérêt extrêmement élevés appliquée par le gouvernement. Voilà la cause de ce désastre. Les victimes n'y sont pour rien.

Monsieur l'Orateur, je pourrais m'étendre sur le sujet aujourd'hui en citant une multitude de suggestions telles que